

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OPALE ENVIRONNEMENT

52 rue Clément Ader
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\OPALE
ENVIRONNEMENT_Centre de tri_rue Marcel Doret_CALAIS_0007002411\2_Inspections\2025 09 03
projet modification site
Code AIOT : 0007002411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement OPALE ENVIRONNEMENT implanté 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais. L'inspection a été annoncée le 26/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OPALE ENVIRONNEMENT
- 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais
- Code AIOT : 0007002411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Opale Environnement est autorisée, par arrêté préfectoral n° DAGE/BPU/IC-GM-2011-154 du 03/08/2011, à exploiter un centre de tri de déchets industriel au 1000 rue Marcel Dorcet 62100 Calais.

Cet arrêté est modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 30/12/2014 : constitution de garanties financières,
- arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2022 : modification des outils de broyage et installation d'une nouvelle ligne de tri.

Le centre de tri, dans son fonctionnement actuel , réceptionne, trie et éventuellement traite les déchets suivants :

- déchets d'activités économiques contenant une fraction valorisable ("5 flux" en mélange),
- encombrants et refus de tri,
- déchets de meubles,
- déchets de bois,
- papiers, cartons et plastiques collectés séparément,
- métaux et déchets métalliques,
- placoplâtre,
- déchets de chantiers valorisables,
- déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- verre (laine de verre),
- tout-venant de déchetterie.

Le tri des collectes sélectives a été arrêté en 2011. La même année a été mise en place une ligne de production de combustibles solides de récupération (CSR).

Du fait de son activité de production de CSR (broyeur à déchets), le site relève de la réglementation IED (Industrial Emissions Directive) au titre de la rubrique 3532 (valorisation [...] de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour[...].

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|---|--|-----------------------|
| 3 | Dépôt des déchets dangereux | AP Complémentaire du 02/09/2022, article 11 | Demande d'action corrective | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------|--|-------------------|
| 1 | Dossier du 25/07/2025 | Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 | Sans objet |
| 2 | Réexamen IED | Code de l'environnement du 09/08/2017, article R. 515-71 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction du dossier du 10/05/2019 (réexamen IED) et du 27/05/2025 (projet de modification des installations).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier du 25/07/2025

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modifications du site |
| Prescription contrôlée : <div>1. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</div> <div>1. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.[...]</div> |
| Constats : Par dossier du 25/07/2025, la société Opale Environnement a transmis à l'inspection des installations classées un dossier portant à connaissance un projet de d'agrandissement et de réorganisation de son site de Calais. L'inspection a permis de lever certaines incompréhensions ou inexactitudes du dossier, notamment en ce qui concerne la modélisation des flux thermiques en cas d'incendie. Un courrier de demande de compléments sera transmis à l'exploitant en parallèle du rapport de la présente inspection afin de lever les derniers doutes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Réexamen IED

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/08/2017, article R. 515-71 |
| Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen |
| Prescription contrôlée : |

1. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.[...]

Constats :

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent le site sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10/08/2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17/08/2018.

L'exploitant devait donc faire parvenir son dossier de réexamen au plus tard le 17/08/2019.

Le dossier a été remis par courrier du 10/05/2019. La présente visite a eu pour objectif d'échanger avec l'exploitant sur la mise en application de certaines des meilleurs techniques disponibles, ainsi que sur certaines explications fournies dans le dossier.

En particulier, le broyeur à déchets (installation relevant de la réglementation IED au titre de la rubrique 3532) a été modifié depuis le dépôt du dossier de réexamen, ce qui influe sur certains des engagements pris par l'exploitant dans son dossier. En outre, les rejets du broyeur ont depuis été canalisés et reliés à une installation de traitement (dépoussiéreur) avant rejet. Le traitement des rejets est sec et il n'y a pas d'injection d'eau dans le broyeur. L'unité de traitement des rejets est équipée d'évents anti-surpression. Il n'y a pas de pré-broyage (un seul broyeur constitué de 2 rotors à couteaux).

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED depuis le 17/08/2022.

A noter que le rapport de base tel que prévu par l'article L. 515-30 du code de l'environnement avait été remis par courrier du 08/07/2015 (en application de l'article R. 515-82) avant le dernier réexamen des MTD applicables au secteur. L'exploitant a opté pour la solution du mémoire justificatif de non remise du rapport de base. La réception et l'instruction de ce document ont fait l'objet d'un rapport des services d'inspection en date du 06/11/2015, et d'un courrier de la préfecture en date du 07/01/2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dépôt des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/09/2022, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

"Les autres déchets issus du tri en attente d'enlèvement sont stockés dans :[...]

1 benne métallique ou équivalent pour les déchets dangereux (emballages souillés, peintures, solvants,...). Les déchets incompatibles ne doivent pas être stockés ensemble[...].

Constats :

Le jour de l'inspection, il est constaté que les déchets dangereux qui se retrouvent par erreur dans les déchets réceptionnés sont entreposés dans deux caisses palettes de 660 litres chacune, à proximité immédiate des cartons en attente de tri.

Le jour de l'inspection, seuls deux pots métalliques de contenu inconnu sont entreposés dans la première caisse, et une cartouche de gaz sous pression dans la seconde. L'exploitant explique que les déchets dangereux extraits sont très rares et que les deux caisses restent vides la plupart du temps. Il indique que pour l'instant, ces deux caisses ont toujours été suffisantes pour séparer les déchets incompatibles, même s'il reconnaît que cela est difficile étant donné que la nature exacte des produits récupérés n'est pas forcément connue. Il ajoute que le temps de dépôt sur site de ces déchets peut être long (parfois plusieurs mois), le temps qu'une quantité suffisante de déchets soit collectée pour pouvoir être évacuée vers les filières adaptées à la gestion de ces déchets.

Ces caisses palettes ne sont pas protégées des intempéries. Alors qu'elles contiennent parfois des produits inflammables ou explosifs (l'exploitant indique par exemple avoir parfois retrouvé des fusées de détresse dans les déchets réceptionnés), elles sont localisées à proximité immédiate de déchets combustibles (cartons / bennes de tri 5 flux) en attente d'être triés. La caisse contenant les pots de produits liquides n'est pas étanche et n'est pas associée à une rétention comme cela est prévu par l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2011.

De plus, une caisse palette en plastique ne peut être considérée comme équivalente à une benne métallique étant donné qu'elle est combustible.

NON-CONFORMITE : les déchets dangereux issus du tri ne sont pas entreposés conformément aux prescriptions du présent article et de celles de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2011.

Lors de l'inspection, l'exploitant a proposé de déplacer ces déchets à l'intérieur du bâtiment 1, à plusieurs mètres des déchets en attente de tri et dans des contenants adaptés. Il s'est oralement engagé à corriger la situation dans un délai court.

Par conséquent, il n'est pas prévu de mettre en demeure l'exploitant à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant mettra en place les mesures nécessaires afin de lever la non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours